

Ni amendable, ni négociable

1300 manifestants dans les rues de Montbéliard hier en début d'après-midi selon les représentants de la force publique, de 1500 à 1 800 selon les organisations syndicales.

Que ce soit dans les rangs de la CGT, ceux de FO ou de la FSU, il y a deux points de convergence.

Le premier concerne la demande de « retrait » du projet de loi El Khomri, qui n'est « ni amendable, ni négociable. Ils veulent nous ramener un siècle en arrière. Nous ne nous laisserons pas faire ».

Le deuxième point de convergence concerne la manifestation de ce mercredi après-midi dans les rues de la cité des Princes. « Depuis les manifs contre la réforme de la retraite, on n'a pas vu autant de monde à une manifestation à Montbéliard ».

Une fois n'est pas coutume, les comptages révèlent de gros écarts : entre 1300 et 1800 manifestants. Explication ? « De nombreuses personnes ont rejoint les manifestants en cours de route ».

Figurant parmi les habitués des manifs, Bruno Le-



■ Entre 1 300 et 1 800 manifestants hier après-midi dans les rues de Montbéliard selon les comptages. Quoi qu'il en soit, la plus grosse manifestation depuis la mobilisation contre la réforme de la retraite. Photo Lionel VADAM.

merle (CGT des retraités) confie que « c'est peut-être un tournant ». Les responsables syndicaux mettent le point d'orgue en interprétant « L'Internationale » au final.

Intervenant sur la place Denfert-Rochereau au nom de l'Union locale CGT du

Pays de Montbéliard, Catherine Manière déclare que « ce projet de loi est mauvais pour l'ensemble des salariés. Il n'y a pas d'aménagement possible de ce texte qui nous renverrait au XIX^e siècle ».

Même tonalité du côté de FO. S'exprimant au nom de

l'Union locale du Pays de Montbéliard, Pierre Faille-net évoque le prochain rendez-vous du 31 mars. « Salariés, privés d'emploi, jeunes, retraités, ont toutes les raisons de se mobiliser ensemble - sous toutes les formes - y compris par la grève et les manifestations

sur tout le territoire, pour obtenir le retrait du projet de loi de réforme du Code du travail, pour l'obtention de nouveaux droits, synonymes de progrès social, pour gagner une autre répartition des richesses dans une société solidaire ».

Jacques BALTHAZARD



« Un espace de débat à l'UTBM »

► Théo, 22 ans, est étudiant à l'Université de Technologie de Belfort Montbéliard (UTBM). Originaire de Villeurbanne, il est venu manifester hier après-midi dans la cité des Princes avec d'autres étudiants. « J'ai entendu parler du projet de loi Travail sur les réseaux sociaux. J'ai voulu en savoir plus. Ce projet remet en cause des acquis sociaux, qui n'ont pas été acquis pour rien. Une entreprise pourra initier un plan social même si elle n'est pas en difficulté. Cela donne quand même à réfléchir. Nous allons mettre en place à l'UTBM un espace de débat ».



« Plus de précarité encore »

► Méline, 23 ans, qui est diplômée à bac +3, est depuis quelques mois en service civique à Montbéliard. « Depuis un mois, je me suis inscrite au chômage. Je suis en service civique en attendant. Il est important de parler de ce projet de loi autour de nous et de se mobiliser contre. Ce projet de loi ne peut qu'aggraver la situation en augmentant encore la précarité. Je ne crois pas que ces nouvelles dispositions permettront de créer plus d'emplois. On nous met des bâtons dans les roues et on nous en demande encore et toujours plus ».



« La peur du CDI révocable »

► Coralie, 17 ans, qui est lycéenne dans le Pays de Montbéliard, est venue manifester hier en début d'après-midi accompagnée de sa mère. « On commence à en parler entre nous au lycée parce que nous nous interrogeons tous sur notre avenir. Dans ce projet de loi, il est question d'un contrat à durée indéterminée (CDI) révocable pendant deux ans. Cela nous fait peur. C'est déjà tellement difficile de trouver un travail aujourd'hui, ce sera encore plus difficile de le conserver ».



« Pas créer des emplois »

► Agée de 17 ans, Laurine, qui est lycéenne dans le Pays de Montbéliard, a manifesté hier aux côtés de son père. « Ce projet de loi Travail, non seulement ne va pas créer d'emplois, mais il va probablement en supprimer. C'est pour cela que je manifeste aujourd'hui pour demander le retrait de ce projet de loi. Ce projet de loi inquiète les jeunes. Il nous fait encore plus peur pour notre avenir ».



« Ce sera encore pire après »

► Olivier, 40 ans, est intérimaire depuis huit ans dans le Pays de Montbéliard. « Cela fait des années que ce que l'on me propose, ce sont des missions d'intérim, tantôt chez PSA Peugeot Citroën, tantôt chez Faurecia, tantôt chez Peugeot Japy. On ne nous propose rien d'autre. Si ce projet de loi Travail est adopté, je crains que cela ne soit la précarité à vie. Cela ne créera pas d'emplois. Cela mettra le patronat encore plus en position de force. La situation sera pire encore qu'aujourd'hui ».